

L'ABF, l'ADBGV, l'ABD et Bibliopat interpellent le ministre de la Culture | Livres Hebdo



le 10.03.2020 à 16h23 (mis à jour le 11.03.2020 à 07h16)

BIBLIOTHÈQUE

L'ABF, l'ADBGV, l'ABD et Bibliopat interpellent le ministre de la Culture



Les collectifs de bibliothèques font part dans une lettre ouverte en date du 9 mars de leur inquiétude quant à la distinction entre le "patrimoine écrit" et le reste de leurs missions.

"Comme nous l'avons fait dans notre courrier du 22 janvier, nous souhaitons attirer votre attention sur les risques et dangers d'une éventuelle séparation entre le champ du patrimoine écrit d'une part, et les autres missions des bibliothèques d'autre part" écrivent dans une lettre ouverte datée du 9 mars au ministre de la Culture Franck Riester, les présidents de l'Association des bibliothèques de France (ABF), l'Association des directrices et directeurs des bibliothèques municipales et groupements intercommunaux des villes de France (ADBGV), l'Association des Bibliothécaires départementaux (ABD) et Bibliopat.

Alice Bernard (ABF), Malik Diallo (ADBGV), Anne-Marie Bock et Céline Menghin (ABD) et Claire Haquet (Bibliopat) avait déjà envoyé un courrier commun au ministre le 22 janvier pour l'alerter sur leur inquiétude et demandait une révision de cette hypothèse "pour défendre au mieux les intérêts des bibliothèques en particulier, et de l'inter-profession".

"Un Plan de transformation ministériel est actuellement en cours au sein du ministère de la Culture. La perspective de création d'une nouvelle direction incluant les bibliothèques peut être une perspective intéressante, si elle permet de valoriser et d'étendre des politiques de lecture publique ambitieuses dans notre pays, dans la continuité du plan bibliothèques que vous conduisez", rappellent les signataires.

Or ce plan pourrait comprendre un projet de réorganisation au sein de l'administration centrale du Ministère de la Culture. Selon les signataires, il "pourrait conduire à démanteler l'actuelle unité administrative en charge des politiques relatives aux secteurs de l'économie du livre et des bibliothèques, pour en disperser les missions au sein de différentes entités" du ministère.

"Il est important que nos élus, que nous-mêmes comme professionnels, puissions continuer à trouver un interlocuteur unique au ministère de la Culture, comme c'est le cas aujourd'hui avec le Service du livre et de la lecture ou les conseillers livre et lecture. Il serait paradoxal que la transformation du ministère se traduise par une complexification pour les collectivités territoriales. Le plan bibliothèques que vous avez lancé donne ses premiers résultats, notamment pour ouvrir plus les bibliothèques. Il serait dommage aujourd'hui de fragiliser cette dynamique par une réforme administrative qui complexifierait les relations entre nos collectivités et l'Etat", explique le communiqué.

"Nous y voyons une condition pour maintenir et amplifier des politiques publiques cohérentes pour les bibliothèques", justifie les associations signataires.